

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Audiovisuel

Canal+ (Vivendi) menace de quitter la TNT !

Canal+, qui voudrait bénéficier d'un taux de TVA réduit (comme c'était le cas jusqu'en 2011), a profité d'une audition au CSA pour réclamer... (Page 08)

Horlogerie

(Page 08)

Swatch Group victime d'une cyberattaque

Une cyberattaque a visé ce week-end le groupe horloger viennois. Certaines activités ont été arrêtées mais un retour à la normale est prévu rapidement.



PIB du Togo/ Système Comptable National

(Pages 03)

L'INSEED présente les résultats du rebasage



Fiscalité au Togo

(Page 04)

La deuxième promotion de l'IFFD entre en formation

Fonds Africain de Garantie

Jules Ngankam, nouveau Directeur Général

Le Fonds Africain de Garantie (AGF) a annoncé la nomination de Jules Ngankam en tant que nouveau Directeur Général du Groupe. La nomination... (Page 02)

Lutte contre la COVID-19

Afreximbank accorde 100 millions de dollars aux États

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) a annoncé, mardi 29 septembre, un financement de 100 millions de dollars américains pour permettre à ses États... (Page 04)

UEMOA / Métrologie

Concertation entre les structures nationales de l'union

La Commission de l'UEMOA a organisé du 28 au 30 septembre 2020 par visioconférence, une réunion des des structures nationales... (Page 06)

Togo

(Page 11)

Octobre, le mois du « consommer local »

Tout le mois d'octobre, au Togo, sera placé sous le signe de la consommation local. Une initiative du ministère du Commerce, de l'Industrie...

LE NOUVEAU **REPORTER**

L'info, accessible

Consultez les actualités, suivez nous sur les réseaux sociaux, contactez nous...

www.lesnouveauxreporters.com

Le personnel le média qui garantit le succès de vos affaires

Tel: 00228 92 60 77 77 / 92 60 60 10

lesnouveauxreporters@gmail.com



Fonds Africain de Garantie

Jules Ngankam, nouveau Directeur Général

Le Fonds Africain de Garantie (AGF) a annoncé la nomination de Jules Ngankam en tant que nouveau Directeur Général du Groupe. La nomination a été confirmée par le conseil d'administration d'AGF le 22 septembre 2020.



• Nicole ESSO

La nomination de Jules fait suite à sa récente nomination en tant que PDG du groupe par intérim début juillet 2020, lorsque le PDG fondateur est devenu président du conseil. M. Ngankam a rejoint AGF en 2013 en tant que Directeur Financier après quoi il a occupé le poste de Directeur Général Adjoint depuis avril 2017. Il est de nationalité camerounaise et diplômé de l'ENSAE Paris en statistiques et économie et de l'ESSEC Business School à Paris. Il est également titulaire d'une maîtrise en mathématiques appliquées de l'Université Paris Dauphine en France. Sa nomination intervient à un moment où les prêteurs à travers le continent ont désespérément besoin d'un amortissement pour les soutenir lorsqu'ils prêtent aux PME. «Je suis reconnaissant et honoré d'occuper ce poste. AGF a réussi au fil des ans à faire une différence dans l'économie de notre continent en débloquent des financements pour les PME, et j'attends avec impatience

des résultats encore meilleurs », a-t-il déclaré. Le Conseil d'administration d'AGF a également approuvé la mise en œuvre de l'Action de financement affirmative pour les femmes en Afrique (AFAWA). AFAWA est une initiative entreprise conjointement avec la Banque africaine de développement qui vise à aborder tous les éléments critiques de l'écosystème de l'entrepreneuriat des femmes dans les affaires en Afrique, en particulier la finance, pour soutenir leur autonomisation économique, réduire la vulnérabilité et libérer le potentiel inutilisé pour des et une croissance équitable. S'exprimant lors de la réunion du conseil, le nouveau président, Felix Bikpo, a félicité M. Ngankam et lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions. Il a également remercié le Conseil d'administration pour son soutien continu au Groupe, citant l'approbation de l'AFAWA, qui changera la donne pour les femmes entrepreneurs africaines. Le Fonds Africain de Garantie (AGF) a été créé

en 2011 par le gouvernement du Danemark (représenté par DANIDA), le gouvernement espagnol (représenté par l'AECID) et la Banque africaine de développement (BAD), avec pour mandat de faciliter l'accès au financement des PME afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de moteur de la croissance des économies africaines. En 2015, quatre ans après sa création, AGF a conclu ses premières opérations de croissance externe avec l'acquisition du Fonds de Garantie de l'Investissement Privé en Afrique (GARI Fund) pour un montant de 35 millions USD. Au terme de cette opération, l'Agence française de développement (AFD) est devenue le quatrième actionnaire d'AGF. En 2016, le Nordic Development Fund (NDF) est devenu le cinquième actionnaire d'AGF. Sous la direction de NDF, AGF a lancé un mécanisme de garantie verte pour débloquent des financements pour les PME qui investissent ou commercialisent des technologies à faible émission de carbone.

AUX DECIDEURS ...

NP

Nouvelle politique de coopération

Une nouvelle politique de coopération au développement est dans les tuyaux. Ainsi, le Togo s'apprête, pour les cinq prochaines années à l'efficacité, la diversification et la coordination pour une meilleure mobilisation des Aides publiques au développement (APD).

Dans cette optique, les partenaires techniques et financiers (PTF) du Togo sont optimistes. « Nous sommes rentrés dans un autre paradigme en matière de coopération et nous sommes très optimistes quant à une meilleure orientation des appuis, en faveur des priorités du gouvernement concernant le plan national de développement », indique-t-on.

Ainsi, la Politique nationale de coopération au développement (PNCD 2020-2025) en cours de conception devra s'adapter à la nouvelle donne impulsée à travers le processus de décentralisation, en permettant à l'exécutif de travailler avec les différents acteurs locaux.

Ce qui viendra conforter les actions déjà engagées par le Gouvernement et les PTF pour renforcer la situation économique et sociale et apporter une orientation claire pour une meilleure satisfaction des besoins des populations.

Aujourd'hui, d'aucuns estiment que la coopération pour le développement est quasiment synonyme d'aide financière ou, plus concrètement, d'Aide publique au développement. Dans un autre sens, d'autres penchent pour une définition plus large qui inclut, par exemple, les flux sur les marchés.

Compte tenu de son histoire et de son potentiel spécifique, la coopération pour le développement se doit de rester axée sur les pays en développement et les objectifs du programme de développement mondial reconnus sur le plan international.

Plus précisément, elle a trois missions majeures (Severino et Ray, 2009; Ocampo, 2015) à savoir : appuyer et compléter les efforts déployés par les pays en développement pour garantir la mise en place de normes sociales essentielles et universelles, permettant aux citoyens d'exercer leurs droits fondamentaux ; promouvoir la convergence des pays en développement (en particulier les plus pauvres) vers des niveaux plus élevés de revenu et de bien-être, et réduire les profondes inégalités qui persistent au niveau international ; soutenir la participation active des pays en développement à la fourniture des biens publics mondiaux.

Il est probable que les intentions réelles qui motivent une intervention ou la décision d'aider tel pays en développement ou de promouvoir les intérêts du partenaire international ne soient pas toujours claires.

La coopération pour le développement couvre une grande partie de l'action internationale et différentes modalités de soutien.

L'adoption des objectifs de développement durable contribuera à consolider davantage l'importance des modalités non financières et tous les acteurs concernés devront évaluer dans quelle mesure ils en tirent parti.

Si les objectifs du Millénaire pour le développement permettent de se concentrer sur l'aide en tant que principal vecteur de l'appui international, il n'en va pas de même pour les objectifs de développement durable, qui mettent expressément en avant une foule d'autres mesures requises pour favoriser le développement.

Le Togo est donc sur la bonne voie

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

PIB du Togo/ Système Comptable National

L'INSEED présente les résultats du rebasage

L'Institut National de la Statistique et des Etudes économiques et démographiques (INSEED) a présenté les résultats du rebasage du PIB et des comptes nationaux de 2016, 2017 et 2018 ce mercredi 30 Septembre 2020 à Lomé.

• Bernard AFAWOUBO

Conformément aux exigences de la communauté internationale en matière d'élaboration des comptes, le Togo à l'instar d'autres pays d'Afrique a opté pour la migration du SCN 1993 au SCN 2008 avec un changement de l'année de base, celle de 2016. Ce changement a été nécessaire d'autant plus que l'ancienne ne permet plus de capter les changements de structures opérés dans l'économie. Aussi faut-il le dire, ces révisions impliquent également des modifications méthodiques dans le calcul du PIB. Pour ce faire, l'Institut National de la Statistique et des Etudes économiques et démographiques (INSEED) avec la contribution de l'ensemble des parties prenantes engagées dans le processus ont réalisé des travaux dont les résultats ont été présentés ce mercredi 30 Septembre 2020 à Lomé. En effet, les

résultats présentés stipulent qu'au Togo le produit intérieur brut (PIB) de 2016, sous le SCN 2008, passe à 3 574,4 milliards de FCFA contre 2 618,1 milliards de FCFA suivant le SCN 1993, soit une réévaluation de 36,5%. Aussi pour l'année 2017, le PIB réel est de 3 729,8 milliards de FCFA, correspondant à un taux de croissance de 4,3% entre 2016 et 2017. Le PIB nominal s'établit à 3 713,6 milliards de FCFA pour la même année. « Le rebasage c'est un changement de l'année de base. Autrefois on calculait le PIB en se référant à l'année 2007. Aujourd'hui, le pays a décidé de passer à l'année 2016 conformément aux recommandations des Nations Unies et ce rebasage est accompagné de l'application de nouvelles méthodes de calcul, l'ancienne méthode de calcul s'appelait système de comptabilité national 1993 la nouvelle méthode de calcul est intitulé système de



comptabilité nationale 2008, donc c'est édicté en 2008 par la commission statistique des nations unies. Le processus a pris fin au Togo, les différentes étapes ont été respectées et aujourd'hui nous sommes au partage des résultats et ce qu'il faut retenir c'est que quand nous passons de l'ancienne méthode avec l'ancienne année de base à la nouvelle méthode avec la nouvelle année de base, il y a une différence de plus 36,5% c'est ce qui ressort du rebasage et cela signifie qu'il y avait des richesses cachées qu'on n'avait pas prises en compte mais avec la nouvelle méthode, on a pu le prendre en compte et qui proviennent majoritairement des activités du secteur informel » a expliqué Kouassi Koame, Directeur Général de l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques et Démographique (INSEED). Au cours de ce séminaire, il sera question de présenter et de publier officiellement les résultats du rebasage du PIB au Togo et des comptes Nationaux de 2016, 2017 et 2018 conformément aux

recommandations du Gouvernement et des partenaires techniques. Une centaine de participants ont pris part à ce séminaire entre autres, les membres du gouvernement, les députés à l'Assemblée Nationale, les représentants

des organisations internationales accréditées au Togo, les Directeurs généraux, les directeurs et chefs de service, les représentants des organisations de la société civile et des médias. Pour rappel, la commission statistique des

Nations Unies a procédé en 2008 à la révision du système de comptabilité nationale de 1993 (SCN93) qui était utilisé pour élaborer les comptes nationaux pour migrer vers le nouveau système dénommé SCN 2008.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Fiscalité au Togo

La deuxième promotion de l'IFFD entre en formation

Le Commissaire Général de l'OTR, Philippe K. TCHODIE a procédé ce lundi 28 septembre 2020, à la grande salle du village du Benin au sein de l'Université de Lomé, au lancement de la rentrée académique 2020-2021 de la deuxième promotion de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD).



• Vivien ATAKPABEM

Placée sous le signe de la qualité, l'Efficacité et la Réussite, la rentrée académique 2020-2021 vient après une première expérience réussie avec des résultats encourageants enregistrés par la première promotion. Cette deuxième

promotion revêt d'un caractère exceptionnel en raison de la présence de 14 stagiaires étrangers dans l'effectif et de l'ouverture d'une nouvelle filière notamment le Management des administrations fiscales et douanières qui vient s'ajouter aux

deux filières existantes, les Impôts et la douane. L'année académique de la deuxième promotion de l'IFFD, est officiellement rentrée dans sa phase active, avec étudiants : 72 stagiaires de nationalités nigériennes et Tchadiennes réparties en trois filières à savoir, les Douanes, les Impôts et le Management des Services fiscaux et douaniers, qui constituent la nouveauté dans le cadre de cette rentrée. Selon M. Obossou, Directeur par intérim de l'IFFD, « les cours qui sont dispensés à l'institut n'ont rien à envier aux formations des autres écoles ». Et les étudiants de l'institut sont le personnel de l'OTR. En effet, la formation qui devra durer neuf mois et sanctionnée par une soutenance, à terme permettra le renforcement des capacités du personnel des impôts et des douanes. Pour Philippe Kokou Tchodidé, Commissaire Général de l'OTR, après avoir salué l'engagement des formateurs de l'IFFD, il a également émis le vœu conformément à l'engagement du Chef de l'Etat, que cette deuxième promotion soit plus performante que la première. En outre, l'occasion a été également pour le Commissaire de l'OTR, de rappeler la nécessité pour l'institut de maintenir le cap d'une formation qualitative. L'IFFD-OTR est un établissement d'enseignement supérieur parapublic.



Lutte contre la COVID-19

Afreximbank accorde 100 millions de dollars aux États

La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) a annoncé, mardi 29 septembre, un financement de 100 millions de dollars américains pour permettre à ses États membres de s'approvisionner, par le biais de la Plateforme africaine de fournitures médicales (AMSP), en matériel et consommables médicaux destinés à lutter contre la pandémie de COVID-19.

• Junior AREDOLA

Les fonds sont mis à la disposition des gouvernements africains pour l'acquisition de fournitures médicales via l'AMSP sous la forme de limites de découvert pré-approuvées pour chaque gouvernement africain. Ce mécanisme permet d'accélérer l'accès aux ressources médicales essentielles à la lutte contre la COVID-19 en réduisant le déficit de financement à court terme auquel les États africains peuvent être confrontés. Lancée en juin, l'AMSP a été mise en place par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) de l'Union Africaine, Afreximbank et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), sous la direction de l'envoyé spécial de l'Union africaine, M. Strive Masiyiwa. L'exploitation de l'AMSP est assurée par la société Janngo. La plateforme a été créée pour faciliter un approvisionnement mis en commun et transparent des pays africains. Ses services sont aussi mis à la disposition des pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Fruit d'une large collaboration continentale, l'AMSP sert d'interface unique permettant de coordonner facilement l'approvisionnement en fourniture médicales des gouvernements et ONG africains. Afreximbank facilite les paiements sur la plate-forme. La banque met également à disposition des lettres de crédit et des garanties de paiement permettant aux gouvernements et organisations participants de minimiser le coût initial d'acquisition de fournitures essentielles. Le Professeur Benedict Oramah, Président d'Afreximbank a déclaré : « Nous sommes conscients des défis auxquels de nombreuses économies africaines sont confrontées dans le cadre des



efforts quotidiens qu'elles déploient pour contenir la pandémie. Grâce à cette facilité de découvert de 100 millions de dollars, nous nous assurons que les États africains sont en mesure d'accéder rapidement à des kits de diagnostic et autres fournitures médicales à des prix compétitifs auprès de fournisseurs africains et sur les marchés mondiaux. »

l'Accord signé par les États membres, qui lui confère le statut d'organisation internationale, et la Charte, paraphée par les actionnaires, qui régit sa structure et son fonctionnement. Afreximbank déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui favorisent la transformation de la structure du commerce africain et accélèrent l'industrialisation et le commerce intrarégional, soutenant ainsi l'expansion économique en Afrique. Au 31 décembre de 2019, le total des actifs et des garanties de la Banque s'élevait à 15,5 milliards de dollars US et les fonds de ses actionnaires s'élevaient à 2,8 milliards de dollars US. Éluë « Banque Africaine de l'année » en 2019, Afreximbank a décaissé plus de 31 milliards de dollars US entre 2016 et 2019. Afreximbank est notée A- par GCR International Scale, Baa1 par Moody's et BBB- par Fitch. La Banque a son siège social au Caire, en Égypte.

À propos d'Afreximbank

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Afreximbank a été créée en octobre 1993 et est détenue par des gouvernements africains, la Banque africaine de développement (BAD), des investisseurs privés et institutionnels africains et des investisseurs publics et privés non africains. La Banque a été créée en vertu de deux documents constitutifs de base à savoir



Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGÉ D'ÉLABORER LE MANUEL DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'IDENTIFICATION UNIQUE POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET L'INCLUSION EN AFRIQUE DE L'OUEST (WURI)

Date : 22 Sep 2020 - 07 Oct 2020

Lieu : ECOWAS Commission,

Ville : ABUJA

Pays : Nigeria

APPEL À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT (RECRUTEMENT DE CONSULTANT INDIVIDUEL)

Recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer le manuel de mise en œuvre du Projet d'Identification unique pour l'Intégration régionale et l'Inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI)

Référence N° ECW/IC/ADM/17.9.20/dg

Dans le cadre de l'exécution du budget 2020, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) envisage d'affecter une partie de ses fonds de contrepartie budgétisés au recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer le manuel de mise en œuvre du Projet d'Identification unique pour l'Intégration régionale et l'Inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI)

2. L'objectif de développement de programme est d'augmenter, dans les pays participants, le nombre de personnes qui ont une preuve d'identité unique reconnue par le gouvernement leur permettant d'accéder aux services.

3. Les services à fournir par le consultant (« les Services ») sont décrits ci-après. La durée totale du contrat est estimée à quarante (40) jours ouvrables. Les tâches et responsabilités des consultants se présentent comme suit:

TACHES ET RESPONSABILITÉS

Le programme comprend les trois composantes principales suivantes, structurées à travers des opérations au niveau

des pays: (i) le renforcement du cadre juridique et institutionnel; (ii) la mise en place des systèmes d'identification

de base solides et fiables; et (iii) la facilitation de l'accès aux services à travers des identifiants.

□ Composante 1: Le renforcement du cadre juridique et institutionnel. Dans le cadre de cette composante, MPA financera la préparation, l'établissement et la mise en œuvre du cadre juridique et institutionnel nécessaire pour structurer des systèmes d'identification de base solides et interopérables dans les États membres de la CEDEAO participant au projet. Pour l'essentiel, cette composante financera l'élaboration d'une loi créant un système d'identification universel et fondamental pour toutes les personnes dans l'État du territoire identifié de manière unique et intelligible (c'est-à-dire que l'UIN est unique et aléatoire).

□ Composante 2: La mise en place de systèmes d'identification de base robustes et fiables. Dans le cadre des activités de cette composante, il sera mis en place des systèmes d'identification de base (fID) reposant sur la délivrance d'UIN liés à des données biométriques collectées conformément aux normes de qualité internationales. Le système d'identification de base

sera intégré au système d'état civil de sorte à relier les actes de naissance aux UIN.

□ Composante 3: Facilitation de l'accès aux services à travers des identifiants fID Dans le cadre des activités de cette composante, un soutien sera apporté pour relier les systèmes fID développés ci-dessus (interopérables entre les États membres participants de la CEDEAO) aux programmes nationaux de protection sociale en vigueur. L'accent sera mis sur la fourniture de services aux niveaux national et régional.

4. La Commission de la CEDEAO invite les consultants individuels (« Consultants ») réunissant les conditions requises à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés devront, dans ce cadre, fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications et l'expérience requises pour fournir les services demandés. Les critères de présélection sont les suivants :

Qualifications

□ Être titulaire d'au moins une Licence obtenue d'une université reconnue. La possession d'un Master constituerait un atout.

Expérience

□ Justifier d'au moins cinq (5) années d'expérience en gestion de projet;

□ Avoir préparé ou révisé au moins deux (2) manuels de mise en œuvre (comme décrit ci-dessus);

□ Être familier avec les projets financés par la Banque mondiale, y compris la budgétisation, la gestion financière, les décaissements, les procédures de passation des marchés et le suivi-évaluation (S-E);

□ Être familier avec les systèmes d'identification, de protection sociale ou d'administration électronique.

Autres compétences

□ Une connaissance de la CEDEAO, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et / ou d'autres pays d'Afrique subsaharienne serait un atout.

Connaissances linguistiques

□ Le candidat doit savoir parler couramment l'anglais et le français.

NB: La Commission de la CEDEAO voudrait particulièrement attirer l'attention des consultants intéressés sur l'article 118 du Code des marchés de la CEDEAO portant «Infractions commises par les candidats, les soumissionnaires et les adjudicataires», qui fournit des informations sur les pratiques de fraude ou de corruption en matière de concurrence ou d'exécution de contrats.

En outre, ils sont invités à prendre connaissance des informations spécifiques concernant les conflits d'intérêts liés à la présente mission, conformément à l'article 119 du Code des marchés révisé de la CEDEAO.

5. Le recrutement du consultant se fera conformément aux critères de Sélection de consultant individuel énoncés dans les Directives relatives aux Consultants. Tout candidat présélectionné sera soumis à un entretien avant d'être confirmé au poste.

Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations en contactant la division des approvisionnements à l'adresse e-mail indiquée ci-dessous pendant les heures ouvrables, c'est à dire du lundi au vendredi de 09h à 17h00 (GMT +1).

Email : procurement@ecowas.int avec copie à sbangoura@ecowas.int et asiaw-boateng@ecowas.int; tonylukaelumelu@yahoo.com

6. Les manifestations d'intérêt (1 original et 3 copies) doivent être soumises sous plis scellés portant clairement les inscriptions « Recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer le manuel de mise en œuvre du Projet d'Identification unique pour l'Intégration régionale et l'Inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI).

Ouvrir uniquement en présence du Comité d'évaluation » à l'adresse ci-dessous indiquée, au plus tard le 07 Octobre 2020 à 11h00 (heure du Nigeria, GMT+1).

L'urne de réception des appels d'offres de la CEDEAO est placée dans le bureau de la Division des Approvisionnements située à la Direction de l'Administration générale, au 1er étage de la Commission de la CEDEAO sise au 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P.M.B. 401, Abuja, Nigeria.

Il est porté à la connaissance des candidates que les soumissions électroniques sont également acceptées et doivent être adressées à procurement@ecowas.int avec copie à sbangoura@ecowas.int et asiaw-boateng@ecowas.int; tonylukaelumelu@yahoo.com

Le présent appel à manifestation d'intérêt est également publié sur le site Web de la CEDEAO à l'adresse suivante: <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement>.

**Commissaire chargé de l'Administration générale
et des Conférences**

UEMOA / Métrologie

Concertation entre les structures nationales de l'union

La Commission de l'UEMOA a organisé du 28 au 30 septembre 2020 par visioconférence, une réunion des structures nationales de métrologie, des représentants du secteur privé en métrologie au niveau de chaque Etat membre pour débattre sur le Système harmonisé de métrologie dans l'Union.



● Nicole ESSO

Faire le point de la mise en œuvre des textes communautaires de métrologie, l'état d'exécution des Conventions d'appui aux Laboratoires d'Etalonnage à vocation Régionale (LER) ou encore l'état d'exécution du projet communautaire de formation en métrologie mis en œuvre par l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-

HB), tels sont, entre autres, les points au menu de la réunion qu'organise la Commission de l'UEMOA du 28 au 30 septembre 2020. La rencontre, qui se tient par visioconférence, enregistre notamment, la participation des responsables des structures nationales de métrologie, des représentants du secteur privé en métrologie au niveau de chaque Etat membre. Le coup d'envoi des travaux a

été donné par le Directeur du Secteur Privé, Khady Evelyne NDIAYE, représentant Madame le Commissaire en charge du DEMEN. Elle a souligné l'importance de la métrologie dans la gestion de la pandémie sanitaire liée à la COVID-19, comme les matériaux de référence précis pour apprécier la qualité des tests de diagnostic, les thermomètres à infra-rouge et les caméras thermiques qui ont l'avantage d'être utilisables à distance et de permettre de respecter les gestes barrières. A noter qu'avant le début des travaux, une minute de silence a été observée en la mémoire de DIANT KOUAKOU LEOPOLD, le doyen de la métrologie dans la sous-région disparu en côte d'Ivoire le 1er juin 2020.



Intelligence artificielle

Les herbiers peuvent aider à prédire les changements climatiques

Un projet qui réunit plusieurs partenaires internationaux envisage de se servir de la numérisation massive récente des herbiers et des avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle pour développer des modèles pouvant permettre de prédire les changements du climat.



Grâce à l'intelligence artificielle, les chercheurs veulent désormais décupler leurs capacités d'annotation et élargir les possibilités d'exploitation des herbiers afin de créer des modèles d'anticipation des changements climatiques. Cette nouvelle approche pour traiter les centaines de milliers d'espèces végétales (près de 400 000 espèces végétales) recensées à travers le monde mobilise actuellement plusieurs institutions de recherche dont le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Le chercheur Pierre Bonnet du CIRAD qui participe à ces travaux indique

que la création des modèles d'anticipation des changements climatiques se fera à partir des informations sur le nombre ou la proportion de structures reproductrices, notamment les bourgeons, les fleurs et les fruits, observables sur chaque spécimen d'herbier. Selon les explications de ce botaniste, les données prendront la forme de services informatiques web « permettant par exemple de sélectionner des spécimens d'herbiers dans une base de données en ligne et d'obtenir des annotations automatisées sur ces spécimens ». Ces annotations, récupérées par les chercheurs, a-t-il indiqué, pourraient ensuite être

intégrées dans des modèles prédictifs. Pour sa part, Katelyn D. Pearson, chercheuse à l'université polytechnique d'Etat de Californie (Etats-Unis), estime que « trouver toujours plus d'applications pour les spécimens numérisés ne fait qu'augmenter la valeur des herbiers dans la sphère publique et, à un niveau très bas, pour les bailleurs de fonds potentiels ». Elle ajoute que « la numérisation des herbiers africains, ainsi que la poursuite de l'exploration botanique et du catalogage, serait un énorme avantage en termes de capacité pour la prédiction ».

Avec vivafrik.com

Flux financiers illicites

L'Afrique pourrait gagner 89 milliards de dollars par an

Chaque année, on estime que 88,6 milliards de dollars, soit 3,7 % du Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique, quittent le continent sous forme de fuite illicite de capitaux, selon le rapport 2020 de la CNUCED sur le développement économique en Afrique, publié aujourd'hui.

● Vivien ATAKPABEM

Les flux financiers illicites privent l'Afrique et ses habitants de leurs perspectives, sapant la transparence et la responsabilité et érodant la confiance dans les institutions africaines », a déclaré le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi. Les flux financiers illicites (FFI) sont des mouvements transfrontaliers d'argent et d'actifs dont la source, le transfert ou l'utilisation sont illégaux, selon le rapport intitulé « Lutter contre les flux financiers illicites pour le développement durable en Afrique » publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le document montre que ces sorties sont presque aussi importantes que les entrées annuelles totales combinées de l'aide publique au développement, évaluées à 48 milliards de dollars, et des investissements étrangers directs annuels, fixés à 54 milliards de dollars, reçus par les pays africains - la moyenne pour la période 2013-2015. Ces flux comprennent la fuite de capitaux, les pratiques fiscales et commerciales illicites comme la facturation erronée des envois commerciaux et les activités criminelles telles que les marchés illégaux, la corruption ou le vol. De 2000 à 2015, le total des capitaux illicites qui ont fui l'Afrique s'est élevé à 836 milliards de dollars. Par rapport au stock total de la dette extérieure de l'Afrique, qui s'élevait à 770 milliards de dollars en 2018, cela fait de l'Afrique un « créancier net du monde », fait valoir le rapport. Les FFI liées à l'exportation de produits extractifs (40 milliards de dollars en 2015) sont la principale composante de la fuite illicite de capitaux hors d'Afrique.

Les FFI sapent le potentiel de l'Afrique à réaliser les ODD

Les FFI représentent une ponction majeure sur les capitaux et les revenus en Afrique, sapant la capacité de production et les perspectives de l'Afrique pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), souligne le document. Par exemple, le rapport constate que, dans les pays africains où les FFI sont élevés, les gouvernements dépensent 25% de moins que les pays où les FFI sont faibles pour la santé et 58%



de moins pour l'éducation. Comme les femmes et les filles ont souvent un accès plus restreint à la santé et à l'éducation, ce sont elles qui souffrent le plus des effets négatifs des FFI sur le plan budgétaire. L'Afrique ne sera pas en mesure de combler l'important déficit de financement pour réaliser les ODD, estimé à 200 milliards de dollars par an, avec les recettes publiques existantes et l'aide au développement. Le rapport constate que la lutte contre la fuite des capitaux et les FFI représente une importante source potentielle de capitaux pour financer des investissements indispensables, par exemple dans les infrastructures, l'éducation, la santé et les capacités de production. Par exemple, en Sierra Leone, qui a l'un des taux de mortalité des moins de cinq ans les plus élevés du continent (105 pour 1.000 naissances vivantes en 2018), la lutte contre la fuite des capitaux et l'investissement d'une part constante des revenus dans la santé publique pourraient permettre de sauver 2.322 enfants supplémentaires sur les 258.000 qui naissent chaque année dans le pays. En Afrique, les FFI proviennent principalement des industries extractives et sont donc associés à de mauvais résultats environnementaux. Le rapport montre que la lutte contre la fuite illicite des capitaux pourrait générer suffisamment de capitaux d'ici 2030 pour financer près de 50% des 2.400 milliards de dollars dont les pays d'Afrique subsaharienne ont besoin pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets. Les FFI se concentrent sur les produits de base de grande valeur et de faible poids, en particulier l'or.

Promouvoir la coopération

Le document appelle à des efforts pour promouvoir la coopération internationale et régionale la lutte contre

les FFI. Elle préconise également le renforcement des bonnes pratiques en matière de restitution des actifs pour favoriser le développement durable et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le rapport souligne l'importance de collecter des données commerciales plus nombreuses et de meilleure qualité pour détecter les risques liés aux FFI, accroître la transparence dans les industries extractives et le recouvrement des impôts. La perte de recettes fiscales au profit des FFI est particulièrement coûteuse pour l'Afrique, où les investissements et les dépenses publiques pour les ODD font le plus défaut. En 2014, on estime que l'Afrique a perdu 9,6 milliards de dollars au profit des paradis fiscaux, soit 2,5% du total des recettes fiscales. En raison de l'absence de règles nationales sur les prix de transfert dans la plupart des pays africains, les autorités judiciaires locales ne disposent pas des outils nécessaires pour lutter contre la fraude fiscale des entreprises multinationales. Mais les FFI ne sont pas seulement une préoccupation nationale en Afrique. « Les flux financiers illicites ont un caractère multidimensionnel et transnational. Comme le concept de migration, ils ont des pays d'origine et de destination, et il existe plusieurs lieux de transit », a déclaré le président du Nigeria, Muhammadu Buhari. « L'ensemble du processus d'atténuation des flux financiers illicites recoupe donc plusieurs juridictions », a-t-il ajouté. Les solutions au problème doivent passer par une coopération fiscale internationale et des mesures de lutte contre la corruption. La communauté internationale devrait consacrer davantage de ressources à la lutte contre les FFI, notamment en renforçant les capacités des autorités fiscales et douanières des pays en développement, conclut le rapport.

BRVM 10 116,44

Variation Jour ↓ **-0,82 %**

Variation annuelle ↓ **-21,91 %**



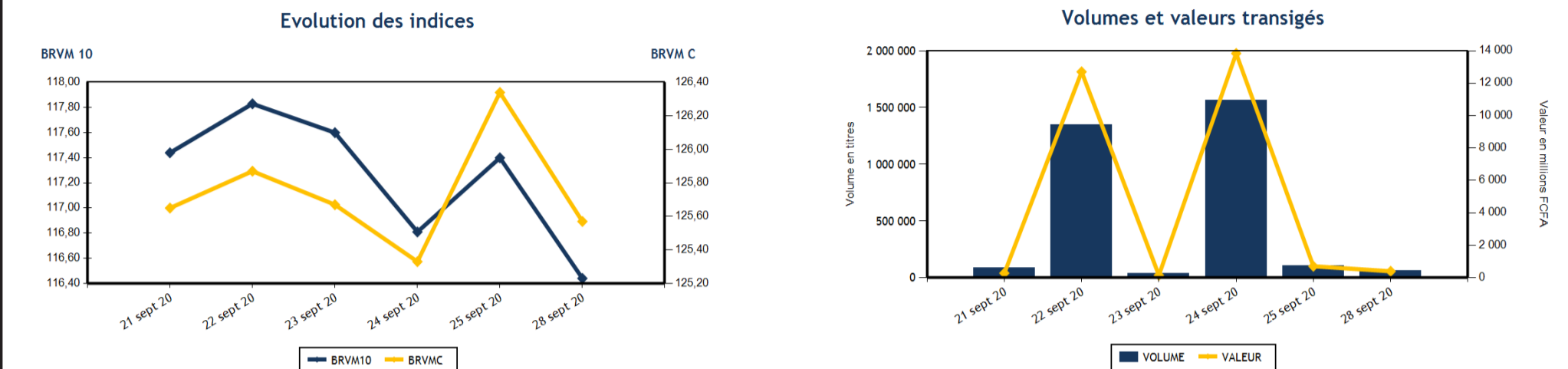
BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 186 lundi 28 septembre 2020 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 125,57

Variation Jour ↓ **-0,61 %**

Variation annuelle ↓ **-21,14 %**



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 772 736 709 406	-0,61 %
Volume échangé (Actions & Droits)	52 638	-29,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	286 923 710	-25,68 %
Nombre de titres transigés	25	-24,24 %
Nombre de titres en hausse	6	-64,71 %
Nombre de titres en baisse	11	22,22 %
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	850	4,94 %	-32,00 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	950	4,40 %	-17,39 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 420	1,43 %	-8,09 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	2 990	1,36 %	-25,06 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 700	1,23 %	9,31 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 575 389 306 945	0,00 %
Volume échangé	10 768	-66,34 %
Valeur transigée (FCFA)	106 642 340	-66,31 %
Nombre de titres transigés	6	-60,00 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-77,78 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	800	-6,43 %	-53,62 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 180	-5,07 %	-16,09 %
TOTAL CI (TTLC)	1 300	-3,35 %	-23,53 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 400	-2,72 %	-5,82 %
CIE CI (CIEC)	1 090	-1,80 %	-31,88 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,79	-0,50 %	-10,28 %	17 406	24 899 190	58,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,31	-0,95 %	-28,28 %	24 150	233 693 070	7,50
BRVM - FINANCES	15	51,89	-0,33 %	-14,92 %	7 381	24 784 055	5,91
BRVM - TRANSPORT	2	291,58	0,00 %	-20,50 %	0	0	6,87
BRVM - AGRICULTURE	5	65,75	0,00 %	-23,44 %	26	32 630	6,45
BRVM - DISTRIBUTION	7	196,50	-1,14 %	-22,41 %	3 675	3 514 765	9,01
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	302,30	0,00 %	0,00 %	0	0	3,80
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,05	
Taux de rendement moyen du marché	10,46	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,44	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	241 691,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	589 110 837,64	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,93	
Ratio moyen de satisfaction	42,58	
Ratio moyen de tendance	2 200,65	
Ratio moyen de couverture	4,54	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-0,38	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél : (229) 21 91 21 26
Fax : (229) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Paredes Netto
CIP 88 Bissau
Tél : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02



MALI
Immeuble SICAP/CE, ACI 2000 Handoulaye
B.P. 8 1366 - Bamako
Tél : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niège, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 62
Fax : (227) 20 73 66 67



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél : (228) 22 61 23 18
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Audiovisuel

Canal+ (Vivendi) menace de quitter la TNT !

Canal+, qui voudrait bénéficier d'un taux de TVA réduit (comme c'était le cas jusqu'en 2011), a profité d'une audition au CSA pour réclamer une série d'évolutions réglementaires et fiscales. Faute de quoi, la chaîne pourrait renoncer à sa diffusion hertzienne !

Canal+ (groupe Vivendi), candidate au renouvellement de son autorisation de diffusion sur la TNT, menace de renoncer à sa diffusion hertzienne. Après avoir fait souffler le chaud et le froid sur ses intentions concernant son maintien sur la TNT, Canal+ s'est bien portée candidate cet été au renouvellement de sa fréquence. Mais lors d'une audition par les sept sages du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le patron du groupe Canal+ Maxime Saada a posé des conditions au maintien de la chaîne sur son canal hertzien. "La TNT est un parfait résumé des avantages historiques de Canal+, qui soit ont disparu, soit sont devenus un carcan et auquel on nous demande de nous accrocher, sans jamais pouvoir solliciter un assouplissement des conditions qui les accom-



pagent", a-t-il argumenté. "Or il nous serait tout à fait légitime, rationnel et possible de nous délier des rigidités liées à notre modèle en quittant la TNT", a-t-il prévenu. "Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour, or nous n'en avons pas et ce depuis trop longtemps, nous avons même subi depuis 15 ans des preuves permanentes de désamour", a-t-il affirmé en résumé. Parmi les demandes très diverses de la chaîne, qui sont surtout adressées à Bercy et au législateur, elle voudrait bénéfi-

cier d'un taux de TVA réduit, comme c'était le cas jusqu'en 2011, mais se plaint aussi de la taxe "prohibitive" sur la copie privée, qui frappe les disques durs équipant ses décodeurs, et voudrait aussi un élargissement des droits d'exploitation des oeuvres qu'elle finance. Le groupe juge en outre trop longue la durée d'autorisation prévue dans la procédure du CSA, fixée à 10 ans, alors que le monde de l'audiovisuel se transforme de plus en plus rapidement.

Avec capital.fr

Horlogerie

Swatch Group victime d'une cyberattaque

Une cyberattaque a visé ce week-end le groupe horloger biennois. Certaines activités ont été arrêtées mais un retour à la normale est prévu rapidement.



Le géant horloger Swatch a été la victime de pirates informatiques ce week-end, menant à l'arrêt de quelques systèmes. Certaines activités sont toujours affectées par cette cyberattaque, selon une information d'AWP confirmée mardi par le groupe biennois. Ce dernier va porter plainte contre inconnu. Durant le week-end, Swatch a identifié des «signes clairs d'une cyberattaque en développement», précise le groupe dans une prise de position écrite. Pour des raisons de sécurité, certains systèmes informatiques ont

été mis à l'arrêt de manière préventive avec un impact sur «certaines activités». Les pirates ont infiltré des serveurs. Le groupe cherche encore à déterminer si des données ont été volées. Si cela venait à être le cas, il ne s'agirait pas de données personnelles, a assuré un porte-parole.

Pas de chantage

Aucune demande de chantage ou de cyber-rançon n'a été adressée au géant biennois, qui affirme être intervenu à temps. «Swatch Group a immédiatement évalué et analysé la nature

de l'attaque, pris toutes les mesures adéquates et implémenté les corrections nécessaires», souligne le numéro un mondial de l'horlogerie, pour qui un retour à la normale interviendra «aussi vite que possible». Le groupe n'a pas précisé quelles activités sont concernées par l'arrêt, ni l'ampleur de la cyberattaque. Selon plusieurs sources internes, la marque Omega serait en grande partie à l'arrêt et de nombreux employés priés de rester à la maison.

(ATS/NXP)

Automobile

Volkswagen va investir 16 milliards de francs en Chine

Le groupe automobile allemand veut se développer dans l'électrique dans le premier marché automobile mondial.

Le géant allemand de l'automobile Volkswagen a annoncé lundi un investissement supplémentaire de 15 milliards d'euros (16,2 milliards de francs) avec ses coentreprises d'ici 2024 pour se développer dans l'électrique en Chine, le premier marché automobile mondial. Il est question de produire localement 15 nouveaux véhicules entièrement électriques d'ici 2025, qui représenteront 35% du portefeuille de produits dans le pays, selon un communiqué. Le groupe de Wolfsburg, dont la Chine représente 40% des ventes, va investir aux côtés de ses coentreprises SAIC, FAW-Volkswagen et JAC Volkswagen, dans laquelle l'allemand a déjà investi un milliard d'euros en mai pour en prendre la majorité. Cet investissement s'ajoute aux 33 milliards d'euros déjà engagés par l'allemand dans la voiture électrique dans le monde sur la même période. La production des futurs modèles électrique démarra en octobre dans deux



nouvelles usines utilisant des plateformes modulaires, capables de produire plusieurs modèles, avec une capacité combinée pouvant atteindre 600'000 unités par an. Neutralité carbone en Chine Cette annonce intervient quelques jours après que la Chine, le plus gros pollueur mondial, devant les Etats-Unis, eut par la voix de son président Xi Jinping créé la surprise en s'engageant à la neutralité carbone d'ici 2060. «Volkswagen s'engage à être un partenaire actif» vers cet objectif, a déclaré le patron de VW pour la Chine, Stephan Wöllenstein, dans le communiqué. En mai, VW avait investi 1,1 milliard d'euros pour prendre une

participation dans un fabricant local de batteries, Gotion High-Tech. L'industrie automobile chinoise montre ces derniers temps des signes de reprise après l'effondrement des ventes de voitures individuelles de près de 80% en février, quand les consommateurs ont été obligés de rester chez eux et que l'économie s'est presque arrêtée pour freiner l'épidémie liée au nouveau coronavirus. Les voitures électriques sont l'une des principales attractions du salon de l'automobile de Pékin qui a ouvert ses portes samedi, la Chine souhaitant porter la part de l'électrique à 25% d'ici 2025.

(ATS)

Etats-Unis

La bataille judiciaire entre Epic Games et Apple s'enlise

Epic Games reproche à Apple de prélever une «taxe» beaucoup trop élevée (30%) sur les transactions des consommateurs réalisées via l'App Store.

Epic Games n'a pas réussi à convaincre lundi une juge californienne de forcer Apple à réinstaller son jeu Fortnite sur l'App Store, et le conflit entre les deux groupes s'achemine vers un procès à l'été prochain. L'éditeur du célèbre jeu de tir et de survie s'est lancé dans une bataille contre le géant de l'électronique et des technologies, dont il juge les pratiques «tyranniques» sur iOS, son système d'exploitation d'appareils mobiles. Epic Games reproche à Apple de prélever une «taxe» beaucoup trop élevée (30%) sur les transactions des consommateurs réalisées via l'App Store. En août, l'éditeur a tenté de contourner le système de paiement d'iOS, et donc les commissions. Apple a immédiatement banni Fortnite de son magasin, et les utilisateurs d'iPhone et d'iPad ne peuvent donc désormais plus télécharger le jeu, ou, s'ils l'ont déjà, ils n'ont plus accès aux mises à jour essentielles à son bon fonctionnement.

Un procès possible en juillet 2021

La juge Yvonne Gonzalez Rogers avait déjà validé cette mesure d'Apple, estimant



qu'il y avait clairement une rupture du contrat, et n'est pas revenue sur sa décision lundi lors d'une nouvelle audience en Californie. Elle a estimé que le procès intenté par Epic Games pourrait avoir lieu en juillet 2021. Apple a expliqué à de nombreuses reprises que cette commission, d'un niveau standard dans l'industrie, sert à assurer le bon fonctionnement de l'App Store et la sécurité des utilisateurs. Mais Epic Games n'est désormais plus seul dans cette croisade, et s'est allié à une douzaine d'entreprises, dont Deezer et Spotify. Rassemblées sous la bannière «Coalition for App Fairness» («Coalition pour l'équité entre applications»),

elles veulent faire évoluer la réglementation sur les magasins d'applications. Elles reprochent aux opérateurs de plateformes mobiles – principalement Apple (iOS) et Google (Android) – d'être à la fois juges et parties et d'écraser la concurrence en favorisant leurs propres produits. Le fonctionnement d'Android permet toutefois aux utilisateurs d'obtenir des applications à partir d'autres plateformes de téléchargement. Fortnite n'est ainsi plus disponible sur le Google Play Store, mais les utilisateurs sous Android (le système d'exploitation de Google), y ont toujours accès via d'autres sites.

(AFP/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Taureau Vénus est une planète bénéfique et devrait vous porter chance en matière pécuniaire. Il faudra pourtant éviter de prendre trop de risques et vous méfier des envies d'achat déraisonnables.

Gémeaux Vous aurez à traverser une journée difficile sur le plan matériel, qu'il s'agisse d'un retard d'impôts, d'une somme importante à sortir, de capitaux qui vous feront défaut ou de pertes dues à une mauvaise gestion, par exemple. Mais enfin, vous trouverez les solutions.

Cancer Mercure veillera à ce qu'un prêt vous soit accordé pour vous tirer d'un mauvais pas, et vous vous en félicitez. Vous aviez vraiment besoin de cette somme ! Rappelez-vous toutefois qu' "argent emprunté s'en va en riant et revient en pleurant" (proverbe turc). Désormais, essayez de faire des économies afin de pouvoir faire face à des imprévus en toute sérénité. La sagesse veut qu'on garde toujours une poire pour la soif.

Lion Vous ne faites pas partie des personnes les mieux organisées sur le plan financier. Mais avec cet impact de Neptune, vous allez d'un coup vous transformer en fourmi prévoyante. Vous parviendrez à y voir plus clair ; vous éviterez aussi de céder à des tentations ruineuses.

Vierge Vous qui tenez à préserver l'équilibre de vos comptes, pourrez-vous sentir pleinement rassuré sur le plan pécuniaire. Aucune planète ne viendra en effet menacer les secteurs de votre thème liés aux finances. A l'inverse, il ne faut pas non plus vous attendre à des rentrées mirobolantes. Vous aurez envie de faire plaisir à votre entourage, vous pourriez même craquer pour un achat coûteux ; mais vous ne risquez pas de confondre générosité et gaspillage.

Balance Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus). On peut parfaitement vivre heureux avec peu à condition, bien entendu, de savoir choisir ses objectifs et de faire preuve d'imagination dans le choix des moyens pour y parvenir.

Scorpion La Lune en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du troisième décan. Il y aura d'importants mouvements d'argent. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

Sagittaire Vous avez pris la fâcheuse habitude de dépenser beaucoup d'argent pour calmer vos angoisses ou compenser vos déceptions. Ne continuez plus à vivre au-dessus de vos moyens, sinon vous risquez d'avoir bientôt sur le bras de graves problèmes. Prenez la ferme résolution d'exercer un contrôle sévère sur votre compte en banque ; "n'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur).

Capricorne Pas de planète pour influencer les secteurs de votre thème liés à l'argent, ce qui vous mettra à l'abri des mauvaises surprises mais aussi vous privera d'un éventuel coup de chance. Certains d'entre vous profiteront de ces moments de calme pour réfléchir à une nouvelle manière d'employer leurs ressources. Peut-être aurez-vous envie, à plus ou moins long terme, d'acheter un appartement ou une maison. Dans cette optique, vous rechercherez les meilleurs moyens de valoriser vos économies.

Verseau Très bel équilibre de base dans le domaine financier. Mais saurez-vous le préserver ? Soumis à l'impact de Pluton, planète qui est par nature liée à l'argent, vous risquez de vous lancer sans précaution dans des opérations financières assez dangereuses. Ce ne sera pas le moment de modifier vos placements, ni de décider d'effectuer un achat important.

Poissons Rien de bien important à signaler dans le domaine financier. Votre situation sera stable. Un point, toutefois, à souligner : Jupiter va très certainement vous aider à améliorer vos revenus dans les semaines qui viennent.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains.

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



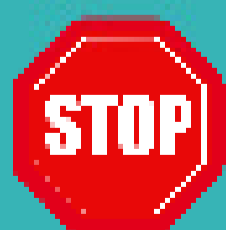
LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Togo

Octobre, le mois du « consommer local »

Tout le mois d'octobre, au Togo, sera placé sous le signe de la consommation locale. Une initiative du ministère du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Promotion de la Consommation locale.

Placée sous le thème « Promotion de la consommation locale, défis et perspectives dans la mise en œuvre du Plan national de développement », les activités de cette première édition du mois « du consommer local » seront officiellement lancées demain jeudi 1er octobre 2020. Kodjo Adedje, ministre en charge du Commerce dans le gouvernement sortant, a présidé lundi, à Lomé, une réunion de coordination des activités. Les autorités togolaises, en



initiant le mois du « consommer local », entendent valoriser davantage et intensifier la promotion des produits locaux, afin de donner un pouvoir d'achat aux paysans.

iciLome

Mercato

Ça bouge dans tous les sens au FC Barcelone !

Le FC Barcelone n'en a pas fini avec son mercato. Les pistes se multiplient et les Blaugranas tentent des coups assez surprenants.

C'est l'effervescence du côté du FC Barcelone. Le départ de Nelson Semedo à Wolverhampton pour 35 M€ permet aux Blaugranas de récupérer une certaine marge de manœuvre sur le plan économique. Ils ont d'ailleurs décidé de réinvestir une partie de cette somme sur le recrutement du remplaçant de l'international portugais, Sergiño Dest. Le latéral droit international américain est arrivé en Catalogne ces dernières heures et devrait rapidement parapher son bail avec les Blaugranas. Et ce ne sera peut-être pas la dernière recrue estivale mise à disposition de Ronald Koeman. Le dossier Memphis Depay (Olympique Lyonnais) est toujours sur la table. Manchester United est revenu à la charge pour Ousmane Dembélé ces dernières heures. Et si le champion du monde 2018 n'est pas spécialement candidat au départ, le Barça pourrait l'inviter à plier bagage par souci d'économies, résumant Sport et Mundo Deportivo.

La clé Dembélé

Les promesses affichées par Pedri et Francisco Trincão depuis le début de la préparation ont fait de l'ombre au Mosquito, qui n'est pas jugé



incontournable par son nouvel entraîneur. La balle est dans le camp des Red Devils, qui voient l'international tricolore comme un plan B en cas d'échec pour Jadon Sancho (Borussia Dortmund), leur véritable priorité. Si les Mancuniens passaient à l'action pour Dembouz, les pensionnaires du Camp Nou auraient des liquidités pour présenter une offre à l'OL pour Depay. Et ce n'est pas fini ! Selon les informations de la télévision catalane TV3, les Azulgranas visent toujours Eric Garcia (19 ans), défenseur central de Manchester City, formé à La Masia. Et pour ce faire, ils proposent un pack incluant leur milieu international brésilien Rafinha (27 ans) - apprécié par le manager des Citizens Pep Guardiola mais aussi le Celta de Vigo - plus une certaine somme (dont le montant n'a pas filtré) en échange de l'axial... et d'Oleksandr Zinchenko, que les Espagnols voient comme une doublure potentielle de Jordi Alba sur le flanc gauche.

Drôle de montage

Un montage assez surprenant, qui pourrait toutefois convenir aux Skyblues. D'après le Times et le Telegraph, les Mancuniens souhaitent en effet se séparer de l'international ukrainien, milieu offensif de formation, pour accueillir un latéral gauche de métier afin de concurrencer Benjamin Mendy. Les noms de David Alaba (Bayern) et Nicolas Tagliafico (Ajax) circulent notamment dans les travées de l'Etihad. Seul hic, les Anglais, toujours dans le viseur de l'UEFA et du fair-play financier, ont déjà beaucoup dépensé pour s'offrir Ferran Torres, Nathan Aké et Ruben Dias (environ 150 M€ bonus inclus). Les deux équipes semblent donc liées en cette fin de mercato, mais doivent attendre des liquidités fraîches pour pouvoir agir. Ousmane Dembélé pourrait, malgré lui, être la clé d'une fin de mercato tonitruante. À Barcelone... comme ailleurs !

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Real Madrid

Le sort s'acharne sur Eden Hazard !

Convoqué dans le groupe du Real Madrid pour affronter Valladolid ce soir, Eden Hazard est finalement forfait. Un nouveau coup dur pour le Belge qui enchaîne les blessures depuis son arrivée dans la capitale espagnole.

À l'été 2019, le Real Madrid frappait un grand coup en enrôlant Eden Hazard. Priorité de Zinedine Zidane, le Belge quittait Chelsea après sept années de bons et loyaux services et avec l'envie d'aller s'imposer dans la capitale espagnole. Mais l'ancien du LOSC a vécu une première année compliquée au sein de la Casa Blanca. Pointé du doigt pour un léger surpoids à son arrivée, le natif de La Louvière n'a pas vraiment été à la hauteur des attentes une fois sur le terrain. Recruté pour un montant estimé à 160 millions d'euros, il a surtout passé beaucoup de temps à l'infirmerie. En effet, l'aîné des frères Hazard a été blessé à cinq reprises l'année dernière. Il espérait donc que tout cela ne serait qu'un lointain et mauvais souvenir lors de sa deuxième année avec les Merengues. Mais touché à une cheville, Hazard n'a pas débuté la saison avec son équipe, qui a déjà joué deux rencontres de Liga. En conférence de presse hier avant le match face au Real Valladolid, Zinedine Zidane



a donné des nouvelles de son joueur. Et l'entraîneur français était plus que confiant pour le Belge.

Hazard de nouveau blessé

« Il est très proche de revenir en forme. Il s'est entraîné normalement avec l'équipe. Il s'entraîne bien. La seule chose, c'est qu'il n'a pas pu s'entraîner beaucoup depuis le début de la saison. Il a travaillé avec régularité ces derniers jours. On va voir comment cela va évoluer. (...) Ce n'est pas une question d'être sérieux ou pas sérieux. C'est une situation indépendante de sa volonté. Oui, il a eu des problèmes de poids en début de saison dernière mais il ne s'agit pas de cela. Le plus important pour lui, c'est qu'il

ne souffre plus de cette blessure. La saison est très longue, il y a encore du temps. » Mais les soucis s'accumulent pour l'ancien Lillois. Présent dans le groupe pour affronter Valladolid aujourd'hui, le Belge est finalement forfait comme vient de l'annoncer le club madrilène. « Après les tests réalisés aujourd'hui par les services médicaux du Real Madrid, il a été diagnostiqué à notre joueur Eden Hazard une blessure musculaire à la jambe droite. En attente d'évolution. » Une nouvelle désillusion pour Eden Hazard qui pensait voir le bout du tunnel. La presse espagnole parle déjà de 3 à 4 semaines d'absence. Il pourrait manquer ou revenir juste à temps pour le Clasico face au Barça le 25 octobre prochain.

Avec footmercato.net

Dévégo

La population et la société Samira ont trouvé un terrain d'entente

La société Samira a repris les travaux d'extraction de sable à Dévégo. L'entreprise s'est entre-temps heurtée à une contestation des habitants qui tempêtaient la dégradation de leurs habitations, la pénurie d'eau dans les puits, les fissures des murs et l'insécurité des enfants.

Suite à une série de manifestations, la société s'est vue dans l'obligation de suspendre temporairement ses travaux dans ce milieu. Les travaux ont donc repris ce mardi après une longue discussion avec les plaignants. Sur place, le maire du Golfé 6, Kofi Dagbovi et le chef de quartier DarrahKopé, Togbui Vimadjé Darrah ont assisté à cette reprise.

« Nous avons assisté à la reprise des travaux interrompus entre-temps par des populations. Nous avons essayé de les apaiser, elles ne sont pas toutes

réglées, mais le reste revient à la société exploitante. Avec le comité de suivi que nous avons mis en place, les recommandations seront suivies et voir si elles sont respectées », a indiqué le maire. L'autorité locale au cours de son intervention, s'est réjoui que la société reprenne ses activités car, a-t-elle laissé entendre, « le problème, c'est que contrairement à ce que les gens racontent, Samira a une existence légale. C'est le gouvernement qui a donné le permis d'installation à la société. En tant que maire, je suis l'exécution des travaux en veillant au respect du cahier des

charges ». Le maire Dagbovi a par ailleurs confié que des travaux, la commune Golfé 6 aussi gagne 3 millions de francs par mois. « 2 mois sans argent, c'est un manque à gagner », a-t-il confié. Aussi, il a noté certaines réalisations de l'entreprise, notamment la construction de 2 salles de classe au sein du CEG, l'aménagement de certaines rues, l'électrification de la zone d'exploitation et la construction d'un forage d'eau potable, pour dire que le projet d'extraction de sable, participe en quelque sorte au développement de la localité.

iciLome

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR